

La triomphale première année de M. Hollande

Posté le : 20 mai 2013 09:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

La campagne électorale de 2012 avait été lamentable. Les deux camps avaient fait assaut de démagogie et cherché l'avantage par la stigmatisation de boucs émissaires.

"Moi président" l'avait emporté, non pas du fait de propositions particulièrement adaptées à la situation, mais parce que Nicolas Sarkozy avait été usé par la crise, dévalorisé par son style, et décrédibilisé par trop de demi mesures. En terme d'emploi, de dépenses publiques, de dettes et de pression fiscale, son quinquennat se terminait sur un grave constat d'échec. On ne peut pas venir au pouvoir en annonçant une rupture et ne pas la faire. On ne peut pas venir au pouvoir en annonçant une hausse de la croissance et prendre en pleine figure la plus grave récession depuis 1929.

Le programme de M. Hollande avec son fatras d'imprécations et de mesures "sociétalistes" et socialistes n'aurait rien de bon. Il était totalement incompatible avec la situation de l'économie française, au sein de l'Europe et de l'Economie mondiale.

Un an après, le dit sociétalisme a dominé toutes les préoccupations du Président.

Conformément à une idéologie larvée depuis 1968 et dite "de la libération", F. Hollande, totalement ficelé par l'Europe sur le plan économique et budgétaire, enserré dans le corset de l'Euro, a joué la carte de la "réconciliation et de l'apaisement de la société française", qui aurait été brutalisée par les "réactionnaires" conduits par Nicolas Sarkozy.

M. Hollande a fait sa révérence successivement :

- aux homosexuels et à la poignée de militants des mouvements "gays" d'origine anglo-saxonne et qui ont commencé à se faire entendre avec le Sida.
- aux Juifs avec des commémorations renouvelées
- aux africains puis aux noirs en général, en s'appuyant sur la CRAN
- aux délinquants, "victimes de contrôles au faciès" et de prisons "criminogènes".
- aux arabes victimes de la colonisation .
- aux syndicalistes violents et condamnés qu'il s'agissait soudain d'amnistier.

Pour les Roms, qui exaspèrent les Français, on a d'abord voulu une démarche "humaniste", puis on les a utilisés pour montrer que Valls ne badinait pas avec leur forme de délinquance, et finalement, on se retrouve avec des condamnations judiciaires qui conduisent à leur verser 75 Euros par jour par personne tant qu'on ne les héberge pas.

On ne voit guère de minorités agissantes qui n'auraient pas été honorées et dont les revendications n'auraient pas été satisfaites.

On glosera pour savoir s'il s'agit d'une diversion politicienne qui permet de camoufler un échec économique sensationnel, ou encore de concessions à son extrême gauche, tendance gauchiste, ou de la réelle conviction qu'en donnant des gages à d'anciens "dominés" on faisait œuvre d'apaisement.

Toujours est-il qu'en servant à ce point les minorités, Hollande posait la question de ses relations avec la majorité de la population française, qui accepte ou revendique ses racines "chrétiennes", qui considère que l'ampleur de immigration commence à poser la question de l'identité nationale et qui travaille généralement plutôt dur en s'inquiétant de son patrimoine écorné par la crise et de son emploi ou de celui de ses enfants.

Une première réponse a été la répression des manifestations contre le mariage homosexuel et la dénaturation du sens de la filiation. Elle s'est accompagnée d'une propagande féroce via les médias publics aux ordres et des relais d'opinions habituels. L'attitude politique personnelle de M. Hollande est marquée par la provocation. Il aime narguer. Aucune dialogue présidentiel avec les représentants des manifestants ; examen de la loi promulgation avec une rapidité exceptionnelle , à peine un jour après la décision du Conseil Constitutionnel ; Décret d'application promulgué précipitamment afin de permettre le premier mariage homosexuel avant la fin mai.

La "bourgeoisie honnie", qu'en effet il dit "ne pas aimer", a été massacrée fiscalement en même temps que le gouvernement, lui-même, menait une campagne de haine et d'insultes. Pendant des mois on a vu des membres du gouvernement prendre à parti "les patrons voyous", nécessairement voyous, les licenciement "boursiers", nécessairement boursiers, les patrons menteurs comme Lakshmi Mittal, les repreneurs inconvenants, comme ce M. Taylor qui se permettait de traiter de fainéants les Cégétistes d'une entreprise de pneus qu'ils avaient consciencieusement ruinée par leurs exigences.

Déviance rarissime, des attaques "ad hominem" ont été menées non seulement par la presse "amie", mais montées directement de l'Elysée. Les "éléments de langage" contre la révolte à grand spectacle de Depardieu ont été élaborés par la cellule de l'Elysée sous la direction directe de F. Hollande. On a vu pratiquement tous les ministres, et le Premier d'abord, se livrer aux joies de l'insulte coordonnée contre le plus grand de nos acteurs nationaux. Il semble que F. Hollande ait considéré qu'il avait gagné les élections présidentielles grâce aux injures anti-Sarkozy et que la formule lui permettrait de redresser son image en dressant l'opinion contre un opposant médiatique qui faisait de gros dégâts dans l'opinion.

Patatras ! La campagne d'injures s'est retournée contre son auteur qui est passé aux yeux des Français pour un politicien sans scrupule et indigne de la fonction. On ne gouverne pas en déchaînant la haine contre des individus. La famille Peugeot avait été insultée peu avant, comme Bernard Arnaud, le patron de LVMH.

Les Français ont découvert que M. Hollande n'était pas "Flanby le gentil mou de Corrèze" adepte de la social-démocratie. Les spécialistes se sont rappelé qu'il militait à l'UNEF communiste et pas à l'UNEF socialiste. Ils ont su que son père était bourgeois et riche, adepte de Tixier-Vignancourt et de l'OAS. Lui-même avait été élevé dans la soie. L'absence de scrupules se doublait d'un problème de personnalité œdipien à l'adolescence.

Le trait de caractère le plus net de F. Hollande se découvrait en entier : une désinvolture faussement rigolarde et passablement aigrie. Désinvolte avec ses compagnes, désinvolte vis-à-vis du Parti socialiste qu'il a mené à la confusion, désinvolte vis-à-vis des méthodes employées, désinvolte vis-à-vis des engagements les plus solennels pris au nom de la France avec des instances qui la contraignent.

Nombre d'analystes découvrent que le portrait de lui-même que dessine sa première année de présidence n'est pas celui d'un politicien social-libéral obligé de composer avec sa gauche débile , ou d'un tacticien sympathique sachant se faufiler entre les gouttes. Ils ont vu apparaître un Narcisse aigri contre sa classe et cherchant à s'assouvir dans des destructions symboliques et fiscales.

Désormais ils l'écrivent sans fard. L'intérêt général ? Aucune importance pour M. Hollande. Il a le

pouvoir ; des communicants à sa botte ; une masse de fonctionnaires et de pauvres dans la dépendance directe de ses décisions et sensibles à la démagogie. Pourquoi s'occuperait-il d'autres chose que de son nombril et de ses passions ?

Espérons que ces analystes ont tort.

Sur le plan économique, en revanche, il n'y a pas discussion. Son action a été doublement désastreuse.

Il a commencé par un immobilisme destructeur. Il fallait défaire tout ce qu'avait fait son prédécesseur, sans se rendre compte que la crise s'accélérait et exigeait une réponse immédiate et ferme.

Puis il a décidé de faire payer à "10% de la population 90% du coût du redressement des comptes de la nation". Le choc fiscal, associé aux propos haineux, a créé une telle glaciation des comportements que la France s'est littéralement arrêtée. La perte de pouvoir d'achat global a été amplifiée par une stupeur qui a bloqué tous les investissements. En six mois la France retrouve la récession. Cinq ans après le déclenchement de la crise décennale. Du jamais vu !

On connaît les résultats : des centaines de milliers de chômeurs en plus ; la fuite des cerveaux et des jeunes dynamiques. L'explosion des faillites, la montée des impayés à des sommets ravageurs. L'expatriation des familles fortunées. Les projets démarrent ailleurs. Aucun des objectifs annoncés n'a été tenu. Le Président Hollande n'est plus soutenu que par 20 à 25% des Français et ne fait plus que de la Com' et des opérations images. Les relations avec l'Allemagne sont au point mort. Le moteur de l'Europe est à l'arrêt. Le déréliction de la France devient le point de mire du monde entier. Si la France finit par sauter, l'Europe saute et le monde entre dans la dépression.

Un désastre comme la France en a peu connu en temps de paix.

Si nous nous en tenons à nos propres analyses et clés d'interprétation, la première année Hollande a tout d'une année perdue, voire régressive.

Notre théorie veut qu'il faut réorganiser le système monétaire international, donner un pilote et une cabine de pilotage à la zone Euro et revenir sur la folie fiscale française.

Sur le front international Hollande n'a rien dit, rien fait et convaincu personne de quoi que ce soit. Le monde continue son chemin et se moque bien des fadaïses hollandaises. La dévaluation sauvage du Japon lui permet d'arracher de la croissance aux autres pays (3.5% ce n'est pas rien). Le gaz de schiste honni en France permet le redémarrage ds Etats-Unis.

Sur le Front Européen, les manquements successifs aux engagements pris ont fait perdre tout crédit à la France. Hollande est un sujet de désolation après avoir été celui d'une curiosité distante.

Sur le front français, c'est Gamelin , le bravache, capitulant en rase campagne après avoir fait tout ce qui fallait pour aggraver tous les maux de la France et n'en avoir corrigé aucun. Le cœur de l'affaire est pourtant simple : la France ne peut pas continuer à dépenser et prélever plus que ce que les entreprises produisent. Nous avons deux fois plus de fonctionnaires que les Allemands, ramené à la tête de citoyen, alors que plus aucun ministère ne fonctionne. Les entreprises accablées de charges et de rigidités, perdent constamment des parts de marché. Il fallait donc continuer avec la TVA sociale et redimensionner le secteur public, dans toutes ses composantes. Hollande a fait l'inverse.

Avec les résultats monstrueux que l'on sait. La France est désormais très clairement menacée dans son avenir économique. La "boîte à outils" du président socialiste n'a qu'un intérêt de propagande : redonner, sous conditions, aux entreprises ce qui leur a été pris pour qu'elles disent merci, n'a pas de

sens autre que politicien ! Employer l'argent public à sortir des statistiques des centaines de milliers de chômeurs pour pouvoir crier victoire à la première baisse des chiffres n'a de sens que politicien

Pour le reste la hausse fiscale va continuer. Elle prendra la forme de suppression de "dépenses fiscales" ou de prestations "aux riches". On va faire payer de plus en plus ceux qui seront privés de plus en plus des prestations publiques. On parle non seulement de supprimer les allocations familiales pour "les riches" mais aussi les remboursements maladie. On évoque la progressivité de l'impôt aussi bien pour le foncier que pour l'habitation. Les retraités, considérés comme des riches, seront plumés : augmentation de la CSG, suppression des emplois de service partiellement dégrévés de charges, impôts et taxes rendus encore plus progressifs, perte de pouvoir d'achat des pensions.

Actuellement la France a un nombre de salariés égal au nombre des retraités (autour de 16 millions).

Elle a le double du nombre de fonctionnaires que la plupart des autres pays, rapporté à sa population.

Sa dépense publique et ses prélèvements dépassent la valeur ajoutée produite par ses entreprises du secteur marchand industriel et commercial.

Elle est dirigée par un homme imbu de lui-même, pervers, désinvolte jusqu'au sardonique et qui fait exactement l'inverse de ce qui serait nécessaire.

L'anti-société qu'il veut achever de mettre en place n'est pas une société.

Le culte des minorités agissantes ne saurait être confondu avec celui de l'intérêt général. Une politique fiscale répressive, une politique économique dépressive, une politique budgétaire laxiste, et un discours haineux ne font pas une politique de redressement national. 75 à 80% des Français ont le sentiment d'être sous la coupe d'un pouvoir spoliateur qui leur est étranger et ennemi.

Les pessimistes penseront qu'on en est revenu au temps du chagrin et de la pitié. Les optimistes penseront qu'il reste quatre ans, que la sortie de la crise mondiale finira bientôt par se produire, que des réformes en Europe permettront de remonter le courant, qu'il fallait bien laisser le temps à M. Hollande d'apprendre son métier de président et de comprendre la gravité de la crise, que si ses calculs initiaux ont été démentis par les faits, la gauche de la gauche est désormais muselée, que les promesses aux uns et autres sont désormais tenues. On peut désormais jeter par-dessus les moulins la phraséologie électorale....

En un mot, Hollande serait un comédien et un joueur qui aurait raté le premier acte mais qui se rattrapera dans le second, l'acte où le livret n'est pas écrit et qui permet donc toutes les improvisations utiles.

Après avoir été offensant, il deviendrait offensif.

Pour ces amateurs de politique fiction, la dernière conférence de presse aurait marqué un tournant "pro business". Bien sûr la parole est toujours socialiste mais ce serait un masque pour faire tenir tranquille les forces obscures du socialisme attardé, et, spécifiquement, M. Mélenchon.

Sur l'Europe, la France reviendrait dans le jeu par une promotion du fédéralisme permettant la création d'un "véritable gouvernement économique".

Dans le monde la voix de la France se ferait entendre grâce ... Grâce à quoi ? On ne sait trop.

F. Hollande aurait de toute façon bien raison de faire des plans sur la reprise mondiale qui tirera la Franc de l'ornière : toutes les crises ont une fin. Maintenant que les Etats-Unis repartent, que les bourses sont au plus haut, laissons l'énorme pompe fiscale mise dans la poches des Français aisés cracher les ressources nécessaires à la consolidation budgétaire.

Et on verra bien.

Une France sans capitalisme, sans capitaux, sans capitalistes, et totalement immobile, où les investissements purement français sont impossibles faute d'investisseurs, où il n'y a plus de familles capables de prendre en main des secteurs de croissance, où les entreprises du CAC font l'essentiel de leur chiffre d'affaire à l'étranger, où le capital risque est mort à peine né, va certainement redémarrer sur les chapeaux de roue. Les canards dont la tête est coupée continuent bien à courir !

Selon ces voix, la France ne serait dans un an qu'à 100% de dette publique/PIB. Le secteur marchand ne devrait perdre que 300 à 400.000 salariés.

Le nombre de Rsa-rmistes ne devrait dépasser que de peu les 2.200.000.

Les camps de Roms qui sont passés d'environ 250 en 2007 à 575 en 2011, ne devraient atteindre que le millier, avec en moyenne 500 personnes par camp. Ceux qui agitaient la peur de voir les 10 millions de Roms devenus européens et disposant de la libre circulation accourir en France, en seront pour leurs craintes.

Il est peu probable que l'on parvienne à dépasser les 13.000 vols, les 2.000 agressions et les 200 viols par jour qui sont la marque française depuis plusieurs années maintenant et dont finalement on se satisfait. Qui peut vraiment croire que les cambriolages à Paris croîtront à nouveau de 40% dans l'année à venir ? N'aurait-on pas confiance dans l'excellente politique carcérale de Mme Taubira. ?

Le bilan sociétaliste de la seconde année sera certes moins brillant, maintenant que les homosexuels militants peuvent parader en mairie, avec un chiffon de papier "bourgeois" que méprisaient les soixante-huitard primitifs et que l'actuel Président regarde avec les distances nécessaires. On se souvient du film de Bunuel où une bande avinée de clochards profanaient une robe de mariée, symbole par excellence de l'aliénation bourgeoise.

La seconde année de gestion socialiste assumée du pays sera certainement un grand moment d'intelligence gouvernementale et de renforcement de la nation.

Nous allons finir de passer de la nuit à la lumière.

Rendez-vous en mai 2014, mais avec les lunettes spéciales qui permettent de suivre les éclipses solaires.